

TRAFICS DE DROGUE : Aucun renoncement face aux violences

François ASENSI, député de Sevrans

Arnaud KERAUDREN, Front de gauche
s'adressent à vous

« Les exactions des trafiquants de drogue sont intolérables. Nous réclamons que la police bénéficie des moyens adaptés à son action pour démanteler les réseaux mafieux liés à la drogue. La présence de caméras est un outil précieux pour dissuader et confondre les auteurs de violences. Nous demandons leur installation à Sevrans. »

Madame, Monsieur,

Sevrans a de nouveau été le théâtre de plusieurs fusillades dans le secteur de la butte Montceuleux, à proximité d'une école. Il y a quelques jours, une balle de fusil a été retrouvée au centre social Marcel Paul, à quelques mètres de la gare des Beaudottes.

Les exactions des trafiquants de drogue et leur guerre de territoires sont intolérables. Les habitants vivent dans l'angoisse d'une balle perdue et ont peur d'accomplir des gestes de la vie quotidienne, comme aller chercher leurs enfants à l'école. Des blessés sont à déplorer, mais ce bilan aurait pu être plus lourd encore. Comment accepter que les plus jeunes grandissent dans ce climat de violence ?

Soutenir le travail de la police républicaine contre les trafiquants

À Sevrans comme ailleurs, la sécurité de chaque citoyen est un droit républicain. Nous appelons l'État et les forces de police à renforcer leur présence humaine sur la ville, dans le dialogue avec la population. Tous les moyens doivent être mis en œuvre pour que la police puisse pleinement faire son travail et démanteler les réseaux criminels.

Votre député François Asensi est en lien constant avec le préfet et les responsables de police du secteur, depuis plusieurs mois, pour appuyer cette lutte. La multiplication des interventions policières sur les lieux des points de vente de drogue gêne considérablement les trafiquants et leur fait perdre du terrain. Ces opérations ne sont pas sans conséquence sur le quotidien des résidents, mais l'immense majorité les approuve et les réclame depuis longtemps.

Aucune capitulation n'est possible face à la violence aveugle qui touche Sevrans. Nous regrettons que son maire se plaise à déclarer que la lutte contre les réseaux mafieux est perdue, ou encore que la police ne parvienne qu'à "vider la mer à la petite cuillère". La police républicaine doit être soutenue dans ce difficile combat contre le grand banditisme. La responsabilité des élus n'est pas de la décrédibiliser.

Dans le contexte de tension et de violence que subissent les habitants de Sevrans, nous sommes choqués de la manière dont certains banalisent la consommation de la drogue. Prôner la légalisation est un encouragement inacceptable transmis aux trafiquants. Pour éradiquer les mafias de la drogue et des trafics en tout genre, le seul moyen serait-il d'autoriser leur activité ? Nous ne l'acceptons pas. La légalisation dans d'autres pays comme la Hollande ou l'Espagne n'a d'ailleurs pas sonné la fin des dealers.

Faciliter le travail de renseignement

Au début de l'année 2011, votre député François Asensi a obtenu du gouvernement la création d'une Brigade spéciale de terrain sur le secteur Aulnay-Sevrans. C'est un maillon de proximité essentiel pour rétablir le dialogue entre la police et la population, par une présence quotidienne. Ses effectifs, encore trop limités, doivent impérativement monter en puissance pour couvrir une zone dense.

Mais il faut également travailler sur les moyens d'intervention de la police dès lors que le petit trafic s'apparente au grand banditisme organisé en réseaux concurrents et qui règlent leurs comptes à coup de fusil. Le renseignement, la pénétration des réseaux, le recoupement d'informations diverses constituent sans doute un des volets importants de l'action policière dans cette lutte. Cela nécessite de nouveaux moyens.

Sevrans a besoin de la vidéoprotection pour confondre les criminels

La sécurité est une mission régalienne que l'État doit assumer pleinement. Pour autant, les villes ont aussi une responsabilité dans la lutte contre les réseaux mafieux. La grande majorité des villes de Seine-Saint-Denis, quelles que soient leurs orientations politiques, ont installé des caméras d'identification dans les points sensibles de leur espace public. Si la vidéoprotection ne résout pas tout, l'expérience montre qu'elle est un outil précieux pour dissuader et confondre les auteurs de violences. À Tremblay-en-France, François Asensi a fait ce choix dans l'intérêt des habitants. Fort de ce constat, il a aussi doté la gare des Beaudottes d'un réseau de caméras, dans le cadre de la rénovation portée par le syndicat intercommunal SEAPFA.

Au-delà des débats idéologiques, il faut agir efficacement. La gravité de la situation à Sevrans réclame que tous les moyens soient employés, dans le respect des libertés individuelles. La ville de Sevrans doit mettre à l'étude l'installation d'un système ciblé de vidéoprotection dans les quartiers gangrénés par le trafic. Négliger cet outil est inconcevable tant il soutient la lutte contre les points de deal et l'identification par la police des auteurs de crimes et délits.

La multiplication des actes criminels liés au trafic de drogue est un problème d'ampleur nationale. Les populations des villes de Seine-Saint-Denis ne peuvent être laissées seules face à ce défi considérable. Le trafic de stupéfiants touche à des questions comme la sécurité, la santé publique, l'économie parallèle ou la précarité. Autant de questions qui jusqu'à présent font l'objet d'actions cloisonnées et contradictoires de la part du gouvernement.

Face aux attraits de l'économie parallèle, l'emprise des trafics ne se réduira pas de manière durable sans une lutte acharnée contre le chômage et pour des salaires dignes. Dans le même temps, il est urgent de mener un véritable travail de prévention et de pédagogie contre les addictions. Mais aucune complaisance n'est de mise avec les trafiquants.

Nous demandons au Premier ministre de lancer au plus vite un « Comité interministériel de lutte contre l'économie parallèle et de prévention des addictions » pour rétablir la tranquillité dans les villes touchées par le trafic de drogue et améliorer les conditions de vie des habitants.

Nous comptons sur votre soutien,



Arnaud KERAUDREN
Front de gauche



François ASENSI
Député de Seine-Saint-Denis
Maire de Tremblay-en-France